



Déclaration contre la répression de mouvements sociaux

Neuf militants arrêtés judiciairement suite à une action non violente

jeudi 11 mai 2017

Suite à une action non violente menée par le collectif citoyen EZLN pour dénoncer les pratiques de l'European Crop Protection Association (ECPA), un lobby de l'industrie des pesticides, neuf militants ont été arrêtés judiciairement. Nos organisations sont inquiètes du caractère disproportionné de ces mesures, qui représentent une entrave à l'exercice du droit à la liberté d'expression. Nous appelons les services de sécurité et les autorités judiciaires à respecter et protéger la liberté d'expression des militants œuvrant pour la défense des droits humains et de la nature.

L'EZLN est un collectif citoyen qui se présente comme une convergence d'animaux, de légumes, et d'éléments naturels en lutte pour la justice climatique. Ce 09 mai 2017, il s'est rendu aux bureaux de l'European Crop Protection Association (ECPA), un lobby qui rassemble les plus gros producteurs de pesticides mondiaux tels que Bayer, BASF, Monsanto, Syngenta, Dow et Dupont. Dans un communiqué de presse, les activistes ont précisé que l'action visait à « *mettre en lumière les acteurs de l'ombre qui font pression sur les institutions européennes pour empêcher toute réglementation en faveur de l'environnement et de la prévention de la santé des agriculteurs et des consommateurs* ». D'après nos informations, l'action s'est déroulée de manière non-violente, et sans dégradations matérielles permanentes. À l'issue de cette action, neuf personnes ont fait l'objet d'une arrestation judiciaire et ont passé la nuit au poste d'Auderghem, avant d'être transférés au parquet de Bruxelles. Ils sont appelés à comparaître le 15 juin pour des faits de graffitis sur des propriétés mobilières et immobilières, et de dégradation de biens immobiliers.

L'action de l'EZLN est légitime, pertinente, utile et représente un exercice du droit à la liberté d'expression.

Légitime, car l'influence excessive des lobbies sur la rédaction de politiques publiques et les pressions continuelles qu'ils exercent sur les décideurs constituent des entraves à la démocratie. Les citoyen-ne-s qui se mobilisent pour dénoncer ces activités néfastes protègent leurs droits démocratiques.

Pertinente et utile, car ce collectif s'en prend à des responsables de problèmes graves de santé publique et environnementaux. L'ECPA, comme les entreprises qui la financent et la soutiennent, défend des produits qui sont au cœur d'un modèle agricole nuisible à la santé publique et qui détruit la nature. Le poids économique et politique de ces entreprises est une entrave à l'adoption de pratiques agricoles favorables à l'environnement, aux producteurs-ices et aux consommateurs-ices, et ce à l'échelle européenne. Les actions menées par l'EZLN portent sur un sujet manifestement d'intérêt général, et illustrent la nécessité de nos actions de plaidoyer, d'éducation et de promotion d'une agriculture sans poisons. Selon la Cour européenne des droits de l'homme, « *dans une société démocratique, même des petits groupes militants non officiels, (...) doivent pouvoir mener leurs activités de manière effective et*

qu'il existe un net intérêt général à autoriser de tels groupes et les particuliers en dehors du courant dominant à contribuer au débat public par la diffusion d'informations et d'opinions sur des sujets d'intérêt général comme la santé et l'environnement » (arrêt Steel et Morris, §89).

Nous sommes surpris par le caractère excessif de la répression dont les 9 personnes arrêtées ont été victimes. Ces arrestations et poursuites judiciaires représentent une entrave à la liberté d'expression, liberté fondamentale garantie dans les textes internationaux de droit humains et par la Constitution, et dont toute restriction doit être encadrée par la loi et doit répondre aux critères stricts de **nécessité et de proportionnalité**. Il est disproportionné de voir 9 personnes arrêtés judiciairement et appelées à comparaître pour les faits qui leur sont reprochés. Rappelons que l'ECPA, elle, défend toute l'année auprès des institutions européennes une industrie dont les produits causent la mort directe de plus de deux cent mille personnes par an dans le monde, nuisent gravement à la santé humaine et contribuent à la destruction à grande échelle de nos sols, de nos eaux et de la nature.

Premiers signataires (12/05/2017) :

Agir pour la Paix
Amis de la terre Belgique
CADTM
CEO
COLUPA
CNCD 11.11.11.
FIAN Belgium
Greenpeace
Inter-Environnement Wallonie
Mouvement d'Action Paysanne
Quinoa
Rencontre des continents
Reseau des GaSAP
Etopia

Nouveaux signataires :

Tout Autre Chose
Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Présence et Action Culturelles (PAC)
Le début des haricots
CSC Bruxelles
Ecole en colère
POUR
CETRI - Centre tricontinental
Esperanzah !
Intal
SCI Projets Internationaux
Justice et Paix
SOS Faim Belgique
European Coordination Via Campesina (ECVC)
Inter-Mondes Belgique
Centre liégeois du Beau Mur
Asbl Des tas confus
Vredesactie
TSE Bruxelles
Wervel vzw
SÉCLAS
Hart Boven Hard
Labo

Velt
Climaxi
Bruxelles Laïque
Climate Express
Réseau IDée asbl
Formation léon Lesoil
AFICo asbl
FGTB Namur

Pour signer la déclaration en tant qu'organisation et soutenir les activistes

Nom de l'organisation

Mail de contact